

ANTICAPITALISTES !

Mensuel du Nouveau Parti Anticapitaliste de Gironde

6 BONNES
RAISONS DE
NE PAS BOSSEZ
LE DIMANCHE.

LUNDI
MARDI
MERCREDI
JEUDI
VENDREDI
SAMEDI !



Loi
Macron

Stopper la
fuite en avant !

- FAUCON -

En lutte : Monnaie, Ford, Education prioritaire,
Rénovation

Contre toutes les précarités



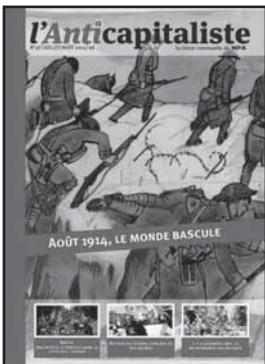
Lisez la presse anticapitaliste

Abonnez-vous

L'HEBDO



LE MENSUEL



à

L'Anticapitaliste

Notre presse a changé de nom : **Tout est à nous !** à laissé place à **L'Anticapitaliste**.

Mais les contraintes restent... C'est pourquoi le nombre d'abonné-e-s est décisif pour des journaux militants comme les nôtres qui vivent sans pub, sans subvention.

Les abonnements à l'hebdomadaire proposés (par prélèvement ou par chèque) permettent, si vous le souhaitez, de le coupler avec un abonnement à la revue mensuelle.

Les tarifs à l'hebdo seul ou à l'hebdo couplé avec la revue ont comme base les prix au numéro : 1, 2 euro pour l'hebdo et 4 euros pour la revue.

Mais il existe des formules de tarif réduit par prélèvement ou par chèque qui mettent l'hebdo à moins d'1 euro et la revue à 3 euros...

Abonnez-vous, abonnez vos amis !

Pour s'abonner avec paiement par chèque, reproduire et compléter le formulaire ci-dessous, ou télécharger un formulaire sur le site www.npa2009.org. Il est possible de s'abonner avec prélèvement automatique - voir sur le site.

Paiement par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C.

Entourer la formule choisie dans le tableau ci-contre, compléter le formulaire ci-après et envoyez les avec votre chèque à :

N.S.P.A.C. - 2, rue Richard Lenoir - 93100 MONTREUIL

Nom : _____ Prénom : _____

Apt, Esc, Bat : _____

N° : _____ Rue : _____

Code postal : _____ Ville : _____

TARIFS DES ABONNEMENTS	France et DOM-TOM	
	6 mois	1 an
L'hebdo L'Anticapitaliste	28 €	56 €
L'hebdo et la revue mensuelle	50 €	100 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo	20 €	40 €
Tarif jeunes, chômeurs, précaires à l'hebdo et la revue mensuelle	38 €	76 €
Abonnement à la revue mensuelle	22 €	44 €

SOMMAIRE

Edito p.3
Contre toutes les précarités p.4-5

- Manifestation à Bordeaux
- RSA, un monde à changer, vite
- Colère au 115
- Energies nouvelles... et sur-exploitation

En lutte p.6-7

- Monnaie de Pessac : le ras-le-bol
- Ford : les salariés imposent le respect
- Rénovation : en lutte pour l'emploi

Education, Fonction publique p.8-9

- Education prioritaire, la mobilisation continue
- Elections dans la Fonction publique, premiers retours
- Dans l'éducation, un avertissement pour la FSU

p.10-11

- Chronique : « la souffrance des patrons »
- Roms de Bordeaux, rien ne bouge
- Quels enjeux pour le 3ème congrès du NPA ?

Leur société p. 12

- Campagne BDS sur Bordeaux et Talence
- Droit au logement nié, solidarité interdite

Dans la métropole p. 13

- CUB : « faire mieux avec moins »
- Lormont, l'austérité encore et toujours

Féminisme p.14

- Novembre, un mois riche d'initiatives pour les droits des femmes

A Lire p.14-16

- *Discours à Nation*, de Ascanio Celestini
- *Au revoir la-haut*, de Pierre Lemaitre
- *Le collier rouge*, de Jean-Christophe Rufin
- *Hérétiques*, Leonardo Padura

Abonnez-vous

ANTICAPITALISTES !

CPPA : 1014 P 11511

Directeur de publication : François Minvielle

NPA33 - 99 rue Camille Sauvageau - 33800 BORDEAUX

Imprimerie : Copy Média

23 rue Francisco Ferrer - 33700 Mérignac

à **ANTICAPITALISTES !** le mensuel du NPA 33

Tarifs d'abonnement : 15 € (10 n° auprès des comités)
20 € (10 n° + frais d'envoi postal)
30 € (10 n°, tarif « soutien » avec envoi postal)

Par chèque à l'ordre de Monica Casanova, en précisant :

Nom : _____ Prénom : _____ E-mail : _____

Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

Loi Macron : stopper la fuite en avant !

Le projet loi « *pour la croissance et l'activité* » que vient de présenter Macron, le banquier devenu ministre de l'Economie, est une nouvelle offensive en règle contre les droits sociaux. Deux articles sont aux premières loges dans les médias : l'extension de l'autorisation du travail du dimanche dans les zones non touristiques, et la réforme des professions réglementées, qui a mis dans la rue les avocats, les notaires et les huissiers. Attaque inacceptable contre les droits de travailleurs pour l'un, mesure libérale et démagogique pour l'autre, ces deux articles sont aussi les arbres qui cachent la forêt : le projet de loi compte de nombreuses autres attaques. Macron a ratisé large, les patrons, la droite et les « économistes » aux ordres approuvent, tout en trouvant que c'est trop peu... Ils auraient tort de se gêner !

Quand Valls et Macron prétendent « *lutter contre les inégalités* »...

La présentation de cette loi s'est accompagnée d'un grand show des ministres, Valls en tête, dans une tentative aussi cynique que pitoyable de faire passer cette nouvelle régression sociale pour une étape de la « *lutte contre les inégalités* », « *marqueur de gauche* », selon lui, de la politique du gouvernement !

Valls tentait de s'appuyer sur un rapport de l'OCDE publié récemment, qui met des chiffres sur ce que chacun sait déjà : « *Le fossé qui sépare les riches des pauvres dans les pays de l'OCDE est au plus haut depuis plus de 30 ans* », « *le revenu moyen des 10 % les plus riches représente aujourd'hui environ neuf fois celui des 10 % les plus pauvres* »... Et qui invite les Etats à lutter contre ces inégalités, car, dit le rapport, « *l'aggravation des inégalités est un frein à la croissance* ». Cette formulation montre ce qui les gêne, finalement, dans l'explosion de la précarité !

Mais la véritable cause de la crise qui plombe l'économie mondiale n'est pas dans l'accentuation des inégalités, qui n'en sont qu'une conséquence. Elle réside dans l'exacerbation de l'exploitation du travail humain et du transfert toujours

plus grand des richesses produites par le travail vers les profits d'une étroite minorité, au détriment des revenus de ceux qui les produisent. C'est la diminution de la demande solvable qui en résulte qui « *freine la croissance* », maintient l'économie au bord de la récession, précipite une multitude de petites entreprises dans la faillite, des millions de travailleurs au chômage et dans la précarité. C'est cela qui fait exploser les inégalités sociales, plongeant des millions de travailleurs dans des souffrances insupportables tandis que les plus riches se gavent comme jamais.

La loi Macron, en dérèglementant encore plus le droit du travail, en privatisant toujours plus pour donner au patronat de nouveaux terrains d'investissement, est la continuité et l'aggravation des politiques anti-ouvrières qui, depuis des dizaines d'années, ont conduit à la crise actuelle et sont responsables des « inégalités » qu'ils ont le culot de prétendre combattre. Elle conduit inexorablement à l'inverse de ce qu'elle annonce, et prépare, tout aussi inexorablement, d'autres offensives, dans une fuite en avant qui n'aura de fin que si les travailleurs, dans la rue, lui imposent un coup d'arrêt.

AVIS AU PUBLIC
Suite à l'Appel de la Chambre syndicale des employés de commerce,
**le 17 mai a été décidé
une grève pour obtenir
le repos du dimanche**

Les membres de la chambre syndicale des employés de commerce ont l'honneur de prévenir le public que les négociants en tissus de Paris, à l'exception de quelques dissidents, ont consenti à la fermeture des magasins le dimanche. Les magasins seront donc fermés le dimanche à partir du dimanche 23 mai. Les employés de commerce font appel à la bienveillance du public pour les aider à rendre cette mesure générale. Appel du 17 mai 1869

c'était en 1869...

Pour nous contacter :
anticapitalistes@npa33.org

www.npa33.org

Contre toutes les précarités

Manifestation à Bordeaux

Pour cette douzième édition nous étions 200 dans les rues de Bordeaux. Pas assez nombreux comme dans les autres villes malheureusement au regard du problème de fond que représente 5 millions de chômeurs, 10 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, 3 millions de mal logés, 150 000 personnes à la rue... Avec ce constat terrible : l'aggravation année après année de cette face la plus dure et visible de l'économie capitaliste, et, au-delà de celles et ceux qui en souffrent le plus. Il s'agit bien de l'ensemble de la population qui est touchée.

Nous étions déterminé(e)s à faire entendre notre colère tous ensemble avec A.C !, Apeis, Cipg, Dal33, Attac33, Solidaires, des Sud, Cgt, Fsu, Cnt, des Zadistes, Ensemble, Gu, Pg, Lo, Npa, large éventail militant qui se retrouve toute l'année dans les diverses actions et manifestations pour défendre nos droits contre tout ce qui ne tourne pas rond dans cette société ! Les camarades de la Cipg en bagarre contre la nouvelle convention Unedic depuis mars étaient particulièrement entraînés pour crier « *Chômeurs, précaires, intérimaires, intermittents, solidarité* ». C'est bien comme cela, unitaires, combattifs qu'il nous faut être pour envisager l'avenir et c'était le sens de la prise de parole pour le NPA avant le départ en manif dont voici un court extrait :

« *Nous devons contester le droit des capitalistes à s'accaparer les richesses produites par notre travail... Exiger un véritable emploi avec un bon salaire ou un véritable revenu et non pas une misérable allocation comme le RSA ou L'ASS ... Oui, il faut interdire les licenciements, tous les*

licenciements et réduire massivement le temps de travail sans baisse de salaire... Pour cela nous devons regrouper les forces de tous ceux et toutes celles qui veulent vraiment construire une véritable offensive...

... Il y va de la responsabilité de chacun et chacune d'entre nous, militant ou pas... pour aider à organiser cette colère qui existe, l'amplifier au mieux pour que s'exprime et se construise à travers les luttes une véritable perspective pour une autre société. Et pour combattre pied à pied la montée des idées réactionnaires et l'extrême droite qui poussent partout sur le fumier des crises économiques capitalistes. »

Les articles de cette double-page sont de Jacques Raimbault



Un monde à changer, vite !

Si il est un domaine étudié à la loupe, expliqué dans le détail, c'est bien celui de la pauvreté, de la précarité : quelles sont les victimes, combien sont-elles, où vivent elles... Si la connaissance d'un problème est nécessaire c'est pour s'y attaquer et le résoudre pas pour garnir de dossiers détaillés les étagères des ministères et autres administrations où ils ne semblent servir qu'à prendre la poussière !

En tout cas l'information existe et montre l'ampleur de la catastrophe sociale et humaine engendrée par cette économie capitaliste. Contrairement à ce qu'a pu déclarer un ministre, la mi-

sère n'est pas un « cancer social » mais bien la conséquence d'une politique.

A la fin 2013, on apprend qu'en Aquitaine le RSA il concerne 8 % de la population de moins de 65 ans (après c'est la retraite ou le minimum vieillesse !) en hausse de 14 % en 3 ans. Cela représente 101 670 allocataires et 207 259 en comptant les familles. Avec des pics de misère comme à St Foy la Grande 32 %, Castillon la Bataille 25,5 %, Lormont 19 %, Langon 18,7 %, Fumel 16,9 %...

Bien entendu, le RSA n'est pas un revenu permettant de vivre décemment : 509 euros pour une personne seule, 763 pour un couple et 916 avec un enfant.

Là aussi tout est calculé sûrement par des gens très bien payés pour donner un minimum à l'inverse des cadeaux faits aux plus riches par dizaines de milliards. Et le RSA ne représente qu'une part des pauvres.

Alors, c'est l'explosion de toutes les associations d'aide qui sont toutes dans le rouge comme les restos de Coluche (30 ans déjà !) qui sont passés de 8 à 130 millions de repas.

Ce monde est fou mais d'une folie cynique dont sont responsables et coupables ceux qui imposent une telle politique afin de conforter leurs seuls profits.

Contre toutes les précarités

Colère au 115...

De l'hiver 54 au mouvement Don Quichotte en 2006, le « problème » des mal logés, des sans abris, de la grande misère est récurrent et connu. Avec les effets de ce qu'on appelle la crise, il s'aggrave même de façon dramatique. Au point de déclencher un mouvement de grève des personnels du 115 à Toulouse car « nous sommes dans l'impossibilité de remplir correctement notre mission de service public ». Dans cette ville, chaque jour, il y a un taux de refus de place d'accueil d'urgence de... 95% ! L'Etat ayant réduit le nombre de places.

A Bordeaux aussi, mêmes problèmes, avec 62 % de refus ce qui fait 150 personnes tous les soirs sans solution d'hébergement. Et là, nous ne parlons que des personnes qui font le 115 car bon nombre ne le font plus ou pas.

Au mieux, pour celles et ceux qui ont une place (souvent après 1 h et plus au téléphone) ce sera dans des conditions indignes et pour se retrouver de toute façon rejetés à la rue le lendemain.

Quant à la gestion « au thermomètre », on atteint un sommet dans l'absurde et

le cynisme. C'est le préfet qui décide à partir de quelle température négative (souvent moins 5 degrés) des places sont ouvertes dans des gymnases par exemple. Dès que le chiffre remonte au dessus du seuil, terminé, tout le monde dehors ! Ce qui vient d'arriver à Toulouse « *Après 5 nuits de mise à l'abri, plus de 70 personnes isolées dont 10 femmes seules ainsi qu'une trentaine de familles dont 20 enfants se sont retrouvées à la rue* ».

Des associations ont refusé cette année de participer à cette mascarade du plan hivernal à Bordeaux dans les conditions actuelles. Face à cela, la préfecture vient de décider de créer 200 places d'accueil d'urgence supplémentaires... dans les 3 ans ! Le compte n'y est vraiment pas.

Il y a urgence à imposer l'application de la loi de réquisition de logements pour permettre à chacun et chacune d'avoir au moins un véritable logement 24 h sur 24 et 365 jours sur 365. C'est le minimum qui doit être fait dans l'urgence.

Mais c'est bien tout le fonctionnement de cette société qu'il faut remettre en cause pour en finir avec tant de violence sociale.



Energies nouvelles... et sur-exploitation !

Une entreprise hongroise, Olp Tech, intervenait comme sous-traitant pour une autre entreprise allemande, Krimmer, sur le chantier de la ferme photovoltaïque d'Arsac dont le maître d'ouvrage est la société française, Solaire direct. Un gros chantier, classique, comme il y en a beaucoup.

Sauf qu'il y a eu un contrôle de l'Ursaaf et de l'Inspection du travail le 19 novembre dévoilant que la société Olp Tech faisait travailler 31 ouvriers hongrois, 6 jours sur 7, pour des journées de 11h30 à 2,22 euros de l'heure !

Une sur-exploitation des travailleurs trop fréquente sur ces gros chantiers mais trop peu dévoilée et combattue faute de moyens comme le disent depuis longtemps les inspecteurs du travail entre autres. Mais preuve une nouvelle fois de leur importance en tout cas pour faire respecter au moins le minimum des lois du travail qui existent encore ! Un Code du travail que le patronat combat de plus en plus ouvertement car étant à ses yeux un obstacle à une exploitation sans limites des salarié(e)s.

Le préfet a pris un arrêté d'interruption de 3 mois de l'activité pour cette entreprise hongroise et l'enquête est en cours. Quant à la société Solaire direct, elle n'a pas voulu communiquer à la presse. Pour information, cette société a été créée en 2006 par un ancien de la banque, a fait des profits records en pratiquant des prix imbattables dans ce secteur du photovoltaïque, a licencié une bonne partie de son personnel pour se développer à l'international et en sous-traitant le boulot (à des prix imbattables on le voit !).

En Hongrie, le Smic est à 344 euros et en France à 1445 euros. Il est urgent d'imposer un Smic européen équivalent au minimum à 1700 euros net, de donner plus de moyens dans les contrôles des entreprises en embauchant massivement les inspecteurs nécessaires. Mais la meilleure façon de combattre les excès du capitalisme est de combattre le capitalisme lui-même !

Monnaie Pessac **Ras-le-bol des méthodes de la direction et des suppressions d'emplois**

J eudi 11 décembre, tous les syndicats de la Monnaie, tous collègues confondus, appelaient à une grève de 24 h à Pessac pour dénoncer la détérioration du climat dans l'usine et réclamer des embauches.

Depuis la rentrée, une nouvelle direction s'est mise en place avec l'objectif de restructurer en profitant des nombreux départs en retraite sur les deux ans à venir. En fait, il s'agit d'un plan lancé il y a plus de deux ans et sur lequel la direction a du mal à avancer car il y a une résistance importante du personnel. Cela a même coûté la tête de l'ancien directeur de Pessac.

La nouvelle direction a donc fait de gros efforts de communication, en particulier sur le « Lean Management », censé « améliorer » nos conditions de travail en chassant les « temps morts »... c'est-à-dire les moments où on souffle un peu ! Les collègues en ont assez des suppressions d'emplois et des réorganisations d'autant que depuis 2011, la direction a supprimé presque 50 emplois d'ouvriers sur les établissements de Pessac et de Paris... et recruté 37 hauts cadres supplémentaires !

Ces départs à la retraite non remplacés créent une vraie désorganisation dans laquelle la direction cherche à diviser les ouvriers contractuels et les ouvriers d'Etat, fait pression sur les embauchés les plus récents, cherche à briser les liens de solidarité qui existent, ce qui rend le climat particulièrement tendu. C'est contre cela que les collègues ont voulu faire grève et affirmer face à la direction qu'elle n'a pas réussi à nous diviser et qu'il faut remplacer les camarades qui partent à la retraite.

Le mouvement de grève a été très bien suivi (plus d'une centaine de grévistes sur un établissement de 180 salariés) et nous avons fait une délégation de 70 grévistes pour aller interpeller le directeur dans l'usine. De même, des retraités, des camarades de SOS Monnaie (association de victimes de l'amiante) sont venus nous soutenir. Nous avons aussi rencontré les camarades de CDiscount, en grève le même jour sur les salaires. Sur l'établissement de Paris, un débrayage d'une soixantaine de collègues a eu lieu, car l'initiative de Pessac a donné envie à des camarades de la CGT de protester eux aussi.

Bref, le lendemain, tout le monde était content à part la direction. Nous avons posé un préavis jusqu'au 11 janvier, avec l'idée de renforcer les liens de solidarité entre nous, face aux pressions de la direction. A suivre...

Laurent Delage

Ford Blanquefort **Les salariés imposent le respect !**

A Ford Blanquefort, les salariés de l'Atelier de Traitement Thermique ont appris dans un compte-rendu du Comité d'Entreprise que l'organisation du travail allait changer : fin du travail en 3x8 et, à la place, la direction a décidé d'imposer les 2x8 et les nuits permanentes.

Ça a discuté ferme et le vendredi 28 novembre, l'équipe d'après-midi décide de ne pas travailler et exige des explications. Bien sûr, c'est « pour préserver la santé ». Il n'y a que le directeur d'atelier qui était convaincu...

Les collègues se sentent méprisés, on n'écoute pas leurs demandes. Ils organisent la grève avec les équipes successives, et le lundi 1er décembre à 6 h du matin, la grève est votée. Le responsable d'atelier veut les recevoir, avec le même discours... et il leur demande de reprendre le travail. Les salariés décident de continuer.

Ils font leurs revendications, dont les principales sont le maintien de l'organisation du travail actuelle, aucune perte de salaire mensuel et le paiement des heures de grève.

La direction stupéfaite convoque une nouvelle réunion, cette fois avec le directeur général, le DRH, le directeur de production, etc. Là, même discours, mais la direction lâche que la réorganisation ne se fera pas sans leur accord, que les salariés vont être reçus un par un pour voir leurs désirs, et que ça ne se fera pas au premier janvier prochain. Et bien sûr que seule compte la santé des salariés.

La réponse est vite venue : les 3x8 cela fait plus de 30 ans que la direction les impose, alors son souci de notre santé, personne n'y croit !

(suite page suivante)

La direction s'excuse, elle a mal communiqué, elle passe la pommade... et elle laisse entendre plusieurs fois que le travail peut reprendre, puisque tous les problèmes sont réglés...

Avant de sortir de la salle, les salariés revotent la grève à main levée, jamais une grève n'avait éclaté dans cet atelier.

A 14 h, avec l'équipe d'après-midi, les salariés se concertent et les deux équipes vont ensemble pour la messe de la direction, histoire de montrer leur solidarité. Même topo, et l'équipe d'après-midi vote la grève à son tour. Ce sera pareil à 22 h, avec l'équipe de nuit. La grève est revotée à main levée.

Tous nous savons que ce n'est pas gagné, la direction recule temporairement, mais elle veut faire passer son mauvais coup, et elle sait qu'elle va devoir être prudente. Nous avons réagi comme un bloc, nous tenons à nos revendications, le maintien d'un salaire régulier et pas d'horaires imposés sans consentement. Et nous avons imposé le respect à cette direction trop arrogante. A suivre.

Eric

La marchandisation des services frappe aussi le secteur médico-social. Décentralisation, externalisation, restructuration, mise en concurrence, le scénario est connu et ce sont toujours les salariés qui en font les frais. 28 salariés, dont 6 CDD, de Média Hand'treprise, de l'association Rénovation, chargés du placement des travailleurs handicapés en recherche d'emplois, sont directement menacés de perdre leur emploi.

Média Hand'treprise & Rénovation En lutte pour l'emploi

Environ 70 personnes se sont rassemblées vendredi 12 décembre devant la DIRECCTE, des salariés, des militants syndicaux, et aussi des travailleurs handicapés dont le suivi est également menacé, pour défendre les emplois et les salaires des 28 collègues, et en même temps les intérêts des 2500 travailleurs handicapés suivis par ce service.

Salariés corvéables et jetables

A l'origine du conflit : un organisme, l'AGEFIPH, à qui l'Etat transfère, grâce à la loi de finance de 2011, des compétences d'administration publique pour chapeauter la politique d'insertion des personnes handicapées et dont le budget 2014 a été ponctionné de 29 millions d'euros par le ministère du travail pour combler une partie des déficits, ponction certainement reconduite sur les 3 prochaines années. Dans ce contexte, sur la Gironde, l'AGEFIPH a mis en concurrence, par un appel d'offre, les deux structures qui assuraient jusque là ces missions de placement, Média Hand'treprise, qui dépend de Rénovation, et le Girpeh, l'AGEFIPH ne voulant plus qu'une seule structure.

C'est le Girpeh qui a emporté « le marché » à partir de 2015, mais sans aucune garantie pour les 28 salariés de Média du maintien de leur emploi, et si maintien il y avait pour certains d'entre eux, sans garantie non plus sur le salaire et le statut. De quoi provoquer l'indignation et la colère, que les salariés avec leurs syndicats, sont allés exprimer devant la DIRECCTE où se réunissaient les différents employeurs. Ils demandent la solution la plus avantageuse pour les salariés avant le 1er janvier, soit leur réemploi aux mêmes conditions, avec reprise de leur ancienneté et maintien de leur statut (convention collective 66).



Face au mépris patronal, interdire les licenciements

Les deux employeurs (Rénovation et le Girpeh) se renvoient la patate chaude. Rénovation, qui pour l'instant refuse de déclencher un Plan de sauvegarde de l'emploi, a saisi le tribunal d'instance pour exiger que le Girpeh reprenne les contrats de travail. Mais indépendamment de cette procédure, les salariés ne peuvent compter que sur leur détermination, leur mobilisation, pour mettre les employeurs, Rénovation et Girpeh, devant leurs responsabilités, ainsi que les donneurs d'ordre, AGEFIPH, Pôle Emploi, et en dernier ressort, l'Etat.

P.C.

Dans l'éducation

Education prioritaire : plus que jamais, la mobilisation continue !

Depuis deux mois, où 6 secteurs de Gironde ont appris qu'ils étaient exclus de l'Education prioritaire, la mobilisation a pris de l'ampleur. Partie des secteurs de Lussac, Guîtres et Bègles, elle s'est étendue à Saint-Symphorien, Salles et Cadillac, et la solidarité commence à se manifester sur d'autres secteurs car c'est l'ensemble des moyens pour l'école, attaquée par les politiques austéritaires de Hollande, qui est en cause, en RRS (*réseau de réussite scolaire*, nouvelle appellation des ZEP, *zones d'éducation prioritaire*) ou hors RRS.

Des collèges sont régulièrement occupés de jour comme de nuit par des enseignants et des parents. Lundi 8 décembre, plus de 80 parents ont occupé le collège de Saint-Symphorien, en disant qu'ils y resteraient « *le temps qu'il faudra* » ; le mardi, 17 élèves seulement étaient présents sur les 560. Plusieurs écoles du secteur étaient « cadencées », les parents massivement mobilisés pour les occuper.

Les collèges et écoles des secteurs de Bègles, Lussac et Guîtres sont eux aussi régulièrement occupés. Après des journées « écoles mortes » très suivies, deux à trois journées de grève selon les secteurs et des manifestations enseignants-parents-élus (400 manifestants le 29 novembre à Libourne, 500 à Bordeaux le 2 décembre, jour de la grève académique), la mobilisation ne faiblit pas, la colère est intacte.

Malgré cette démonstration, le recteur continue à opposer une fin de non-recevoir aux revendications. Mercredi 10, il a ainsi confirmé les mesures de carte de l'Education prioritaire et donc, les suppressions de RRS, annonce faite à la presse avant la tenue du comité paritaire académique, dans le plus grand mépris des secteurs mobilisés rassemblés devant le rectorat (plus de 200 personnes), ainsi que des représentant-es du personnel.

L'assemblée générale qui a suivi a discuté de la nécessité d'une journée de grève nationale début janvier, pour passer à la vitesse supérieure et frapper un grand coup ensemble. Certains exprimaient leur crainte de voir décliner le mouvement si les secteurs mobilisés restaient isolés les uns des autres. Il apparaît maintenant indispensable d'associer toutes les écoles du département à la défense des RRS et plus largement à la revendication de moyens pour l'école, à la hauteur des besoins. L'assemblée a acté un nouveau rassemblement



départemental à Bordeaux le 17 décembre, jour du Comité Technique Ministériel.

Le Ministère doit reculer sur la réforme de l'Education prioritaire ! Cela nécessite d'élargir la mobilisation, en entraînant toutes les écoles et tous les collèges : pas d'austérité à l'école ! Des moyens pour permettre à tous-tes de réussir !

Correspondants



Elections dans la Fonction publique : premiers retours

Les élections professionnelles ont eu lieu pour la première fois en même temps, le 4 décembre, dans les trois versants de la Fonction publique : Etat (FPE), Hospitalière (FPH) et Territoriale (FPT). Elles se sont déroulées dans un contexte d'attaques et de régression de l'ensemble des services publics.

Ces élections, dont l'enjeu est de taille pour les appareils syndicaux car des moyens matériels importants en dépendent, ont d'abord été marquées par une hausse de l'abstention : 47,2 % au lieu de 45,4 % lors des précédents scrutins, soit 2011 pour la FPH, 2010 pour la FPE et 2008 pour la FPT. Et même si ces résultats peuvent être très divers en fonction des situations locales, le plus marquant est une baisse de la CGT, 1ère organisation avec 23,1 % (-2,3) et dans une moindre mesure de la FSU (-0,2) tandis que les syndicats dits « réformistes » sont globalement en hausse : CFDT 2ème avec 19,2% (+0,1), FO 3ème avec 18,6% (+0,5), l'UNSA, 4ème avec 10,3% (+1). SUD-Solidaires augmente légèrement (+0,2).

Derrière ces grandes tendances nationales qui ne changent pas à ce jour les rapports de forces, la hausse de l'abstention et la chute parfois importante des résultats de la CGT ne peuvent laisser indifférents.

Exemple au CHU de Bordeaux

L'abstention a été de... 65,5 % (en hausse de 0,5). Et la CGT, jusque là 1ère organisation, n'obtient que 28,10% (-6,9) loin derrière FO qui obtient 39,99% (+ 8,8). Tous les autres baissent, sauf SUD qui passe de 7,5 à 8,9%, ce qui est loin de compenser la chute de la CGT.

Il est clair qu'au CHU, comme dans bien des endroits, les salariés ont eu bien du mal à s'approprier ces élections et la campagne qui l'a précédée. Dans un contexte d'offensive majeure, de suppressions de postes, d'aggravation des conditions de travail et de soins, de remise en cause des droits... peu ont jugé utile de se pencher sur les professions de foi et de voter pour des syndicats dont ils ont du mal à voir l'utilité... et ceux qui l'ont fait ont choisi majoritairement un syndicat ouvertement adepte du « dialogue » avec la Direction. C'est un fait. Mais au-delà, ces résultats ne préjugent en rien des suites, car pas plus les abstentionnistes que les autres n'ont abdiqué de leur droit à prendre part à la contestation d'une situation de plus en plus intenable !

Isabelle Ufferte

Dans l'éducation : un avertissement pour la FSU et sa dérive vers le dialogue social et l'accompagnement des réformes

Pour les personnels de l'éducation nationale, depuis les dernières élections en 2011, le vote est électronique. Cette année, avec 41,73 % de votants, la participation n'a remonté que de 3 points, après une chute de 20 points en 2011, preuve que cette nouvelle modalité de vote est dissuasive, entachée de nombreuses irrégularités, de difficultés insurmontables d'accès pour certains (en particulier les personnels précaires) et donc profondément antidémocratique.

Même si au plan national la FSU conserve sa place de 1er syndicat de l'Education nationale, avec 35,5 %, elle est en recul de 5 points ; la CGT est en léger recul (à 5,5 %, elle perd un point), ainsi que SUD qui perd son unique siège au Comité Technique Ministériel.

Dans les instances académiques (Aquitaine), la FSU, avec 35,9 %, perd près de 6 points, la CGT et SUD sont en léger recul, au bénéfice de FO et UNSA. En Gironde, le SNUIPP-FSU, avec 41 % des voix, recule, perdant 3 sièges dans les instances départementales, au profit principalement de FO. La FSU (et particulièrement le SNUipp-FSU-33) est donc la principale perdante de ces élections ; il en est de même dans une bien moindre mesure de la CGT et SUD. Le contexte social et celui des attaques en règle contre l'éducation, en l'absence d'une riposte massive de l'ensemble des acteurs de l'école, expliquent en partie ces reculs. Pour la FSU, ce que nombre d'enseignants considère comme son « manque de lisibilité », a joué dans le fait que beaucoup lui ont retiré leur confiance. Ce « manque de lisibilité » repose en grande partie pour le SNUipp-FSU sur l'accompagnement de la réforme des rythmes scolaires qu'une majorité d'enseignants des écoles refusaient. Une fraction de l'électorat enseignant est sans doute en train de se détourner d'une FSU plus tournée aujourd'hui vers le dialogue social que vers l'organisation d'une lutte d'ensemble qui serait nécessaire pour défendre les moyens de l'école. Et c'est FO qui tire bénéfice d'un discours qui apparaît comme contestataire et radical, malgré son absence de projet d'école et de transformation sociale ainsi que son refus de construire dans l'unité les mobilisations, comme par exemple celle contre la suppression des RRS. Un vote avant tout protestataire, qui témoigne d'un réel mécontentement, mais qui n'offre pas de perspectives pour l'organisation des mobilisations et des luttes. Et c'est bien pourtant de cela dont les personnels ont besoin pour enrayer le recul et renverser le rapport de forces !

Correspondants

A chaque étape, les idées dominantes sont celles des classes dominantes. - Karl Marx

Tous à poil !

« *La souffrance des patrons peut se transformer en colère des patrons* » a menacé le dirigeant du MEDEF Pierre Gattaz le 8 octobre sur I télé.

Au-delà de l'indignation, voire l'écœurement devant de tels propos, la mobilisation des « patrons-qui-souffrent » nous interroge forcément sur la situation que nous traversons. Car l'initiative patronale a de prime abord de quoi surprendre : les patrons ont plutôt l'habitude de s'asseoir autour d'une table avec les supposés partenaires sociaux que de défiler tous ensemble dans la rue. Mais ça c'était avant ! La crise globale du capitalisme, qui compromet la reproduction des conditions de l'accumulation, impose désormais à la bourgeoisie de serrer les rangs et de développer sa conscience de classe (tout en prenant soin bien sûr, pour endormir l'opinion, de mobiliser les petits patrons, formant les plus gros cortèges).

Ce qui est amorcé par ce coup médiatique n'est pas tant l'interpellation du gouvernement par les possédants, que leur mise en ordre de bataille pour entrer dans une nouvelle phase de la lutte des classes, une phase où les compromis et la collaboration de classe, loués par les chefs d'entreprises lors de la « refondation sociale » des années 2000, ne leur offrent plus de cadre satisfaisant pour s'engouffrer dans la compétition internationale, une phase où le dialogue social n'est plus pour le patronat qu'une comédie à laquelle les directions syndicales continuent vaille que vaille à se prêter. Désormais, chacun est donc sommé de choisir son camp, non pas entre gauche et droite, mais entre ceux qui défendent les exploités et ceux qui défendent les travailleurs.

Aussi la manifestation des patrons, si on ne peut s'en réjouir, n'en montre pas moins la faillite totale du réformisme et de ses compromissions. Elle annonce peut-être la fin d'une époque où la gauche dite responsable s'est évertuée à nous faire croire qu'on peut malgré tout gagner quelques avancées pour les travailleurs grâce au dialogue social. Des patrons qui montrent la voie aux confédérations syndicales ! Décidément, on aura tout vu !

Patrick Chaudon

Roms de Bordeaux : rien ne bouge

Non décidément, la fin des mesures transitoires appliquées à la Roumanie et à la Bulgarie depuis janvier 2014 n'a pas eu pour conséquence « *un appel d'air pour les flux migratoires* ». 2000 Roms vivent en ce moment sur l'agglomération bordelaise et ce chiffre reste stable depuis plusieurs années, dont environ 400 en squat, chiffre en recul, ils ont été jusqu'à 800. Entre 2011 et 2013, une série d'expulsions a entraîné la fermeture de 85 squats. Cela a surtout obligé les personnes à se disperser en une multitude de petits squats... ce qui pour la Préfecture a été une « *stratégie payante* », à défaut de régler les problèmes ils ont été rendus moins visibles.

Selon Perrine Benoist, coordinatrice de la « mission squat » de Médecins du Monde (présents sur les sites depuis les premières installations aux alentours de 2003-2004), les squats sont plus petits, plus éparpillés mais aussi plus éphémères, ce qui rend le travail de l'ONG et des associations plus compliqué, notamment pour le suivi et la scolarisation des enfants. Les familles continuent d'être régulièrement évacuées, les communes leur refusant la domiciliation le plus souvent. C'est pourtant cette domiciliation au CCAS de la commune qui permet l'inscription des enfants à l'école, inscription qui permet ensuite un suivi scolaire et donc un lien via les associations.

Mais rien ne bouge donc, sauf ces 400 personnes, adultes et enfants qui continuent leur ronde au gré des évacuations plus discrètes mais aux conséquences tout aussi dramatiques.

L'évacuation du dernier grand squat de Mérignac est déjà programmée à la demande du maire (PS) dans les semaines qui viennent...

Contre les Roms et tous les migrants, toutes ces mesures répressives menées par les gouvernements de droite comme de gauche, loin de résoudre les problèmes, ne font qu'aggraver des situations de détresse de populations fuyant la discrimination, la misère, la guerre, les régimes de dictature. Punir la détresse ne peut qu'aboutir à la rendre encore plus insupportable. Nous défendons le droit des Roms comme de tous les migrants à pouvoir vivre dignement là où ils le désirent, c'est-à-dire avoir accès à un travail, à un logement décent, au soin et à l'éducation pour leurs enfants. Les politiques qui visent à transformer l'Europe en une forteresse fermée aux migrants sont criminelles et responsables chaque année de milliers de morts en Méditerranée ou dans la Manche. Les migrations sont des phénomènes mondiaux, anciens, qui découlent de l'écart insupportable de richesses entre les pays. Exigeons le droit de libre circulation et d'installation de tous, partout dans le monde !

En parallèle, le Centre de Ré-tention Administrative (CRA) de Bordeaux, lui ne cesse de se remplir de migrants. Selon la Cimade, qui assure l'accompagnement juridique des retenus dans les CRA, 182 hommes sont passés par le Centre en 2013 alors qu'au 21 novembre de cette année on en comptait déjà 240. Sur les 182 de 2013, aucun n'a obtenu le statut de réfugié. Selon Olivier Brès, président de la Cimade de Bordeaux « *c'est un système qui n'a pas de sens, 60% des mesures d'éloignement se font vers des pays limitrophes d'où ils reviennent facilement. La mobilité des migrants ne peut pas se gérer par des mesures répressives* ».

Martine

Quels enjeux pour le 3^{ème} congrès national du Nouveau Parti Anticapitaliste ?

Au moment où la gauche gouvernementale enfonce tous les coins possibles pour faire sauter les droits des travailleurs, « débloquer la société française » comme le disent cyniquement Macron et Valls, l'évolution de la situation économique, sociale et politique et l'actualisation de notre perspective anticapitaliste seront au cœur des débats de ce 3^{ème} congrès qui se tiendra du 30 janvier au 1er février 2015.

Il s'agit bien de faire face à une situation de décomposition générale : crise globale du capitalisme, dégradation terrible des conditions d'existence des classes populaires, avec l'explosion du chômage et de la pauvreté, et aussi avec la destruction de plus en plus rapide de l'environnement ; recul du rapport de forces des salariés au profit d'un patronat qui ose tout ; crise syndicale à tous les étages (et pas que dans les bureaux au sommet) avec une incapacité à formuler la nécessité de l'affrontement face au PS et au MEDEF ; crise politique qui renforce un FN postulant sérieusement au pouvoir.

Répondre à cette situation implique d'analyser les ruptures profondes entre les classes populaires, la jeunesse, et la gauche, mais aussi avec les institutions, le « système », comme en atteste les luttes récentes. Comment répondre ? Quel projet formuler qui soit en phase avec les exigences sociales de la classe ouvrière d'aujourd'hui et qui soit porteur d'une perspective d'un autre pouvoir, un pouvoir des travailleurs ? Comment être utiles aux luttes telles qu'elles sont, aider les travailleurs, la jeunesse, à aller jusqu'au bout des révoltes collectives ? Comment aider à reconstruire une conscience de classe, celle d'être une force porteuse des intérêts du plus grand nombre ? A travers ces problèmes, c'est aussi celui de l'unité pour agir qui est en débat, comment la construire, sur quelles bases, avec qui ? Les questions du climat, des droits des femmes, de l'extrême-droite, et de notre intervention dans les entreprises seront aussi l'objet de débats et de travaux.



2^{ème} Congrès du NPA - Photothèque Rouge Milo

Répondre à cette situation nous impose aussi de revenir sur notre courte histoire, le pari fait par la LCR en 2009 de se dissoudre pour fonder un nouveau parti, aspirant à regrouper anticapitalistes et révolutionnaires. Une courte histoire traversée de plusieurs crises, mais au cours de laquelle le NPA s'est affirmé comme un parti incontournable, indispensable pour faire entendre un anticapitalisme démocratique et internationaliste. Un parti utile aux mobilisations, comme cet été, lorsque nous avons maintenu les manifestations de soutien au peuple palestinien malgré les interdictions du gouvernement.

Cinq « plateformes » proposent des analyses et des orientations qui sont soumises à la discussion et au vote des militants du NPA. Les débats ont commencé et nous voulons faire de ce temps de congrès un moment riche d'échanges pour actualiser la perspective anticapitaliste.

Vous pouvez retrouver des tribunes des différentes positions dans notre presse nationale.

Campagne BDS sur Bordeaux et Talence

La campagne Boycott Désinvestissement Sanctions en direction de l'Etat israélien, constitue l'action la plus significative que, de l'extérieur, nous puissions faire contre cet état colonialiste, contre l'apartheid qu'il ne cesse de développer ; et ceci après les massacres de cet été et dans une situation explosive, à Jérusalem en particulier. Situation qui résulte de la radicalisation vers l'extrême droite voire la fascisation, non seulement de l'appareil d'état, mais aussi d'une partie de la société israélienne.

A l'initiative de Palestine 33 Talence, une campagne BDS a été programmée sur Talence, avec le NPA, Ensemble !, UJFP, MRAP, EELV, PG...

Sont ciblées, pour le moment, les grandes surfaces. Première action, devant le magasin Leclerc, avec une dizaine de participants (Palestine 33, NPA, EELV) : un tract est distribué avec notification des produits venus d'Israël vendus dans le magasin. Des photos de ces produits sont agrandies sur des panneaux.

L'accueil a été dans la plupart des cas, très bon, les discussions fréquentes et généralement l'action semblait bien acceptée, voire aller de soi. Il est vrai que nous avons diffusé au moment où avait lieu le débat sur la reconnaissance de l'état de Palestine et que cela a pu jouer.

La direction du magasin n'est intervenue qu'au bout de ¾ d'heure, pour nous signifier que nous n'avions pas le droit de distribuer sur le lieu, en l'absence d'autorisation. Peu de tracts



restaient, sur les 400 tirés ; ils ont été écoulés en parcourant le parking et à la station service, lieu privilégié pour les discussions...

Nous allons poursuivre par une action dans un autre supermarché où les repérages ont déjà été faits.

Le même jour, à l'initiative du collectif « Pour une paix juste et durable entre palestiniens et israéliens », une action en direction de Orange était organisée devant deux de ses boutiques à Bordeaux. Il s'agit ici de dénoncer le partenariat de l'opérateur avec un opérateur israélien (Partner) qui intervient dans les Territoires Occupés. Un tract était distribué qui demandait, en particulier aux clients d'Orange (mais pas seulement) de se manifester, de différentes façons, auprès des responsables pour dénoncer ce partenariat. La plupart des personnes ignoraient cette situation, d'où l'intérêt d'une telle opération, à reconduire.

Jean-Louis F

Droit au logement nié, solidarité interdite

Le 20 novembre à Bordeaux, nous étions une centaine, réunis en soutien aux cinq militants du DAL (droit au logement) qui passaient en appel après leur condamnation, le 13 mai dernier, à 3 mois avec sursis et à 7000 euros chacun de dommages et intérêts.



Les faits qui leur sont reprochés : avoir aidé une famille à s'installer dans un logement vacant, sachant qu'à Bordeaux, il y a 3000 personnes à la rue chaque soir et 10 400 logements vacants.

Face à l'indignité qu'est la vie dans la rue, alors qu'avoir un logement est un droit, pour leur acte de solidarité, ils ont subi, en juillet 2013, les violences policières relayées par la répression judiciaire. Les militants ont été auditionnés, dessaisis de leurs affaires personnelles, téléphones, ordinateurs, leur local a été perquisitionné, ils sont restés 20 heures en garde-à-vue.

Leur procès en appel a été long, 4 heures, et les peines requises par l'avocat général sont le double de celles prononcées en première instance, le délibéré sera rendu le 18 décembre.

Quand les réponses à la précarité sont absentes, quand le chômage augmente, l'appareil policier et judiciaire aux ordres de l'Etat réprime ceux qui refusent cet état des lieux. Soyons nombreux à refuser, cette violence, cette barbarie moderne.

Michelle Dupouy

Budget de la CUB : encore la rengaine « Faire mieux avec moins » !

Le ton a été donné au débat d'orientations budgétaires (qui prépare le vote du budget de la CUB) : « La Métropole est née dans des conditions difficiles, pour ne pas dire impossibles, et les deux années suivantes seront encore plus difficiles » dixit son vice-président aux finances.

De par la baisse des dotations d'Etat, en particulier, le budget devrait baisser de 7,75% pour passer de 1,29 milliards d'€ en 2014 à 1,19 en 2015. Juppé a fait semblant de s'en offusquer :

« Nous sommes d'accord pour participer à l'effort public et stopper la spirale infernale de l'endettement national, mais là, c'est trop vite et trop fort », pour mieux présenter ce budget !

Toujours est-il que ce budget prévoit de « limiter la progression de la masse salariale » des agents et de diminuer les subventions, entre autres « économies » bien dans l'air du temps. Il faudra aussi moins investir dans des programmes d'équipements, en baisse de 29 %. L'écologiste Pierre Hurmic, loin de dénoncer cette cure d'austé-

rité, propose de « Faire mieux avec moins, se montrer inventif et faire des choix dans nos investissements, notamment celui de la sobriété ». Quelle originalité, et quel cynisme, alors que les mêmes (sauf le groupe PC) n'ont pas hésité à revoter une subvention au groupe Diester à Bassens, repreneur de Lesieur, qui en avait déjà bénéficié en 2011 et dont la société mère veut réduire 20 % de ses capacités de production en France !

M. C.



Vote du budget de Lormont : l'austérité, encore et toujours !

10% d'économies : voilà l'objectif que toutes les commissions municipales devaient s'assigner en trouvant où « rogner », selon l'expression d'une adjointe socialiste, pour l'atteindre. A la commission Education, par exemple, il fallait supprimer une campagne d'hygiène bucco-dentale pour les tout petits, -dont beaucoup ne voient pas souvent un dentiste-, et du dictionnaire offert par la commune aux élèves du primaire, pour « économiser » 6000 €. Et à ceux qui renâclaient, comme l'élue du PC, il a été dit qu'il fallait cesser d'être passiste ; aujourd'hui, avec les tablettes, le dictionnaire papier, c'est rétrograde ! Mais de tablettes pour les enfants, point...

Au conseil, la majorité socialiste s'est vantée d'une augmentation de 2 % de la masse salariale (qui doit de toute façon augmenter tous les ans par la progression de l'ancienneté des agents). 13 personnes ont été recrutées pour les accueils périscolaires, mais comme agents non statutaires de catégorie C (la plus mal payée et pas sous statut territorial), à temps incomplet avec 26 CAE (Contrats d'accompagnement à l'emploi) et 8 Contrats d'Avenir : il y aura en plus, donc, des personnes encore plus précaires qui occuperont des postes d'agents, et qui seront virées quand leur contrat prendra fin ! Dans le même temps, une Poste fermée depuis presque un an

a fermé définitivement, toujours « remplacée » par un point postal dans un bar...

Voilà des exemples des conséquences de la politique d'austérité de Hollande-Valls, qui en même temps arrosent les entreprises du CAC 40 de cadeaux comme le CICE en échange de... même pas d'emplois ! Et pour trouver l'argent nécessaire pour pousser ces grandes entreprises à soi disant « investir », ce sont les collectivités qui sont ponctionnées. La baisse de 11 milliards des dotations se traduit par 850 000 € en moins sur le budget de Lormont cette année, et cela ne pourra qu'empirer, alors que les besoins augmentent.

Lors du vote, le PC a dit que des avancées avaient été obtenues, d'où leur vote sans réserve. Le FN a fait forte sensation en votant contre, opposé à une subvention à la LICRA (!) ainsi qu'à l'Union des Travailleurs Sénégalais (association culturelle, accusée de porter atteinte à la « préférence nationale » !), ce qui lui a valu la volée de bois vert d'une élue sénégalaise de la majorité...

L'élue de droite s'est dit d'accord avec les économies, encore insuffisantes cependant ! J'ai bien évidemment voté contre ce budget.

Mónica Casanova, élue municipale NPA

Féminisme

Novembre, un mois riche d'initiatives pour les droits des femmes

Conférence-débat Le cerveau a-t-il un sexe ?

organisée par le collectif bordelais pour les droits des femmes, le 15 novembre à l'Athénée Municipal de Bordeaux.

Environ 400 personnes ont écouté avec beaucoup d'attention la neurobiologiste et directrice de recherche à l'Institut Pasteur Catherine Vidal qui a répondu aux nombreuses questions du public passionné. Elle a rappelé que chaque cerveau est différent, indépendamment de son genre et que les différences observables entre les cerveaux masculins et féminins sont le fait d'une construction influencée par notre environnement social et culturel et non pas d'un déterminisme biologique. Les apports des neurosciences sont décisifs pour comprendre le rôle de la biologie et de l'environnement socioculturel dans la construction de nos identités féminines et masculines. Ils permettent de lutter contre des stéréotypes tenaces du type : « *les femmes 'naturellement' douées pour le langage, les tâches ménagères... et les hommes bons en maths...* » ; ces stéréotypes de genre, en contraignant les hommes et les femmes à se conformer à des rôles assignés par la société, justifient le sexisme, l'ordre social et la hiérarchie des sexes (domination masculine).

Publications :

Cerveau, sexe et pouvoir, par Catherine Vidal et Dorothee Benoit-Browaey, Editions Belin, 2005

Hommes, femmes : avons-nous le même cerveau ? par Catherine Vidal, Editions Le Pommier, 2007 et autres...

Rencontre-débat organisée par la Maison Des Femmes et l'APAFED (FNSF)

sur les « Violences conjugales : rapports de genre, rapports de forces avec Johanna Dagorn sociologue et Marie Pierre Martin Lasserre, psychologue clinicienne, au centre Hâ 32.

A l'articulation entre la psychologie et la sociologie, cette double intervention a montré que le huis clos des violences et leurs rapports de force ne s'expliquent pas uniquement par la personnalité psychique des individus mais également par les normes et valeurs véhiculées par la société dans son ensemble. Une compréhension des mécanismes à l'œuvre dans les cas de violences conjugales qui permettra aux 80 personnes présentes de lutter plus efficacement contre les violences faites aux femmes.

Monique

A lire

Discours à la nation

Ascanio Celestini ed NOTAB/LIA

Ascanio Celestini, né en 1972, est cinéaste, écrivain, un des auteurs les plus connus du théâtre narratif alternatif né fin des années 80 en Italie. C'est un homme engagé contre le racisme, la précarité, contre tout ce qui ne tourne pas rond ou trop rond pour le libertaire qu'il est !

Les textes de ce livre proviennent d'un ouvrage paru en 2011 *Io cammino in fila indiana* et aussi de *Discorso alla nazione*, spectacle écrit en 2013.

Pour dénoncer les absurdités du monde quoi de mieux que de manier l'absurde ? Et quitte à le faire autant y aller à fond. Et il y va !



Cela donne des petites histoires aussi absurdes et surréalistes les unes que les autres et qui fonctionnent si on laisse notre imagination suivre celle complètement hilarante et/ou féroce mais toujours poétique de l'auteur. Ça fait mouche car il met à nu les mécanismes et les engrenages d'une réalité bien dure de cette société que nous

imposent les pouvoirs économiques et politiques.

Les rapports entre classes dominantes et dominé(e)s sont le fil rouge (et noir !) des écrits de l'auteur :

- L'invention de la porte qui mène le monde à la catastrophe...
- La multinationale du clou luttant contre celles de la vis, de la colle...
- L'enseignement de la file indienne à l'école qui mène loin...
- Le patron commençant un discours à la classe ouvrière par un « *Chers camarades* »...
- L'homme qui veut jeter sa bombe au Parlement et qui doit prendre sa place dans la file d'attente ou certains sont là depuis des décennies...

Plusieurs de ces nouvelles se passent dans « *un petit pays avec un petit peuple dirigé par un petit gouvernement* » ou dans le pays dirigé par « *le parti des mafieux et celui des corrompus* »... mais avec un parti d'opposition tout de même !

A lire, et à voix haute pour qui en a le talent de conteur, c'est encore meilleur !

J.R.

Au revoir là-haut

Pierre Lemaître - Albin Michel - 22 euros - prix Goncourt 2013

« Pour le commerce, la guerre présente beaucoup d'avantages, même après. »

En ces temps de commémoration de la boucherie de 14-18 voilà un roman qui fait du bien !

Le titre, Pierre Lemaître l'a emprunté à un soldat fusillé pour l'exemple en 1914 qui écrivait dans sa dernière lettre à sa femme « *Au revoir là-haut ma chère épouse* ».

2 novembre 1918, quelques jours avant l'armistice, Albert un jeune soldat et modeste comptable, a été témoin de la folie meurtrière de son lieutenant, un aristocrate arriviste prêt à tout pour gagner ses galons de capitaine... y compris déclencher une dernière offensive meurtrière et inutile. Pour cette raison, Albert aurait dû mourir enseveli dans un trou d'obus mais le destin en a décidé autrement : il échappe à la mort grâce à Edouard un jeune fils de bourgeois, dessinateur fantasque et homosexuel rejeté par son père. Mais en le sauvant, ce dernier est gravement blessé

et effroyablement défiguré. Dès lors, un lien étroit unit ces deux hommes, mutilés et traumatisés, qui va leur permettre d'échapper au lieutenant assassin bien décidé à faire disparaître ces témoins gênants pour sa carrière...

On suit donc ces trois personnages dans cette France d'immédiat après guerre avec, d'un côté, ceux qui se sont enrichis dans la guerre et espèrent bien continuer après grâce au frénétique commerce de la mort, des commémorations et de la reconstruction et ceux qui, au contraire, se retrouvent sans rien, mutilés, rejetés, livrés à eux-mêmes, attendant une pension qui n'arrive pas... Mais alors que prospère tout ce commerce nauséabond autour du culte des poilus et de la Patrie, Édouard la « gueule cassée » et Albert le traumatisé des tranchées, vont prendre leur revanche et utiliser ce déferlement patriotique pour monter une énorme arnaque sacrilège et géniale...

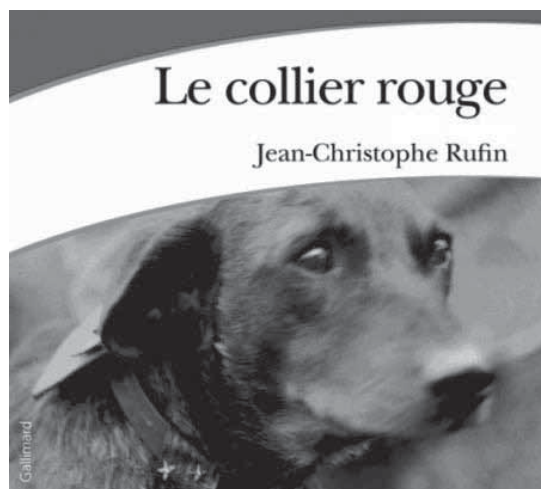
B.B.



Le collier rouge

Jean-Christophe Rufin - Gallimard - 15,90 euros

Dans ce petit roman inspiré d'une histoire vraie, Jean-Christophe Rufin nous plonge au cœur de l'horreur de la guerre.



Été 1919, Jacques Morlac, héros médaillé de la guerre 14-18, se retrouve emprisonné. Pourquoi a-t-il commis un acte de provocation contre la nation un jour de commémoration ? Le juge militaire

chargé d'instruire l'affaire aimerait bien pouvoir conclure à un acte de folie d'un ivrogne. Mais Jacques refuse de déclarer qu'il était ivre et surtout refuse de faire des excuses publiques.

Reste plus qu'à découvrir peu à peu son histoire, celle de millions de soldats... Le départ la fleur au fusil de ce paysan, puis le traumatisme des combats, la révolte face à l'absurdité de la guerre. Jacques est un paysan mais qui a lu Marx, Proudhon et Kropotkine et dont la conscience s'est éveillée... et pas que par les livres. Il a aussi rencontré les idées révolutionnaires au contact des soldats russes en 1917 sur les champs de bataille

de Salonique... et il a cru avec d'autres qu'il pourrait peut-être changer le cours des choses, retrouver son humanité dans la fraternisation entre soldats et la révolte contre la guerre.

Pendant que le juge reconstitue son histoire, le chien de Morlac qui l'a suivi au front pendant toute la guerre, ne cesse d'aboyer devant la prison... et si le véritable héros de guerre c'était lui !

« *C'était lui, le héros. (...) Il avait toutes les qualités qu'on attendait d'un soldat. Il était loyal jusqu'à la mort, courageux, sans pitié envers les ennemis. Pour lui, le monde était fait de bons et de méchants. Il y avait un mot pour dire ça : il n'avait aucune humanité. Bien sûr, c'était un chien... Mais nous qui n'étions pas des chiens, on nous demandait la même chose. Les distinctions, médailles, citations, avancements, tout cela était fait pour récompenser des actes de bêtes.* »

Et à la fin de l'histoire de Morlac, son geste antipatriotique prendra toute sa signification...

B.B.

Hérétiques

Leonardo Padura, éditions Métailié, 2013

L'auteur de *L'homme qui aimait les chiens* récidive dans un vaste roman historique qui nous amène du Cuba des années 1940 à celui d'aujourd'hui, en passant par Amsterdam dans les années 1650.

Le voyage part de la Havane, en 2007. Mario Conde, ancien flic, survit plutôt mal que bien en vendant des livres anciens, avec l'appui sans faille de sa bande de copains. Il est sollicité par un peintre juif vivant aux USA pour enquêter sur l'itinéraire d'un tableau ayant appartenu à sa famille. Attribué à Rembrandt, il avait disparu en 1958 de la Havane où vivaient alors ses parents et vient de réapparaître sur un marché d'art de Londres...

L'enquête se superpose à l'évocation des persécutions dont ont été victimes, au cours des siècles, les populations juives. Mais Padura porte aussi son regard sur la relation de ces juifs à leur religion, en particulier à travers le détour dans l'Amsterdam de la mi-17^{ème} siècle. Un grand nombre de juifs séfarades chassés d'Espagne ont trouvé refuge dans cette ville de marchands en pleine expansion, et beaucoup y ont prospéré. Mais le libéralisme et la tolérance qui règne dans cette « nouvelle Jérusalem » n'empêche pas les chefs religieux juifs de faire régner la terreur sur leur affidés, aussi

bien idéologiquement que par la menace bien concrète de couper les « hérétiques » de toute vie sociale. Et quoi de plus hérétique qu'un jeune juif fasciné par Rembrandt, qui rêve de devenir son élève, au prix d'une rupture avec les interdits de sa religion ?

Rembrandt ? un autre hérétique, qui s'obstine à faire passer ses conceptions artistiques avant les attentes d'une clientèle bourgeoise dont il a été, à ses débuts, la coqueluche. Padura se/nous régale à raconter la vie du maître, sa façon de travailler, à décrire quelques œuvres, dont la *Ronde de nuit*, commande de bourgeois d'Amsterdam qui ont peu apprécié la façon dont il les a mis en scène...

Enfin, il y a Mario Conde. Si Padura le remet en piste après presque dix ans d'absence, c'est certainement parce qu'il est le porteur de son propre attachement à la société et au peuple cubains, malgré toutes les difficultés, mais aussi de son hérésie vis-à-vis de ce « socialisme » au nom duquel règne un pouvoir cubain qui apparaît de plus en plus coupé des réalités sociales qui, elles, ne cessent de s'aggraver.

Les polars de Padura sont l'histoire de



cette hérésie, du combat qu'il mène depuis des dizaines d'années pour la liberté de penser, de critiquer la dictature castriste, tout en vivant à Cuba.

Daniel Minvielle

Les romans avec Mario Conde :

Térotologie cubaine :

I - Passé Parfait	1991
II - Vents de Carême	1994
III - Électre à La Havane	1997
IV - L'automne à Cuba	1998
Mort d'un Chinois à La Havane	1998
Adios Hemingway	2005
Les brumes du passé	2005
Hérétiques	2013



400 000 euros pour le NPA

Dans le contexte actuel de régression sociale, le mouvement anticapitaliste et révolutionnaire a besoin de toutes les énergies, de toutes les solidarités, entre autres financière. D'ici la fin de l'année, nous avons besoin de 400 000 euros. C'est nécessaire, et possible. N'oubliez pas que sur 3 euros donnés, 2 sont défalqués de vos impôts. Profitez-en, exprimez généreusement votre solidarité !

Par chèque, à l'ordre de « NPA souscription » et à renvoyer à :
NPA souscription - 2 rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil
Par carte bancaire : <http://souscription.npa2009.org>